

Communiqué de presse

Le 07 Octobre 2011

Installation des jeunes : halte au chantage intellectuel

Certains candidats potentiels à l'élection présidentielle proposent, comme on pouvait s'y attendre, une installation autoritaire des jeunes médecins en zones dites déficitaires, au nom du financement des études par l'Etat (providence).

L'Etat en question a organisé la démographie médicale de telle façon que bientôt, rares seront les zones excédentaires.

Ainsi, finalement, les jeunes praticiens auront le choix.

Mais si les politiques veulent absolument les envoyer en zone rurale pour s'assurer les voix des électeurs locaux, qu'ils y assurent donc les missions de service public de base (écoles, transports, etc...).

Cette coercition n'était pas du tout prévue dans le contrat initial des études de médecine. Si les choses évoluaient en ce sens, cela aurait probablement un impact sur les vocations.

L'hôpital fonctionne en grande partie avec des internes et des chefs de clinique qui sont des médecins à part entière avec un niveau de bac+7 à bac+13, voire 15. Ils sont souvent seuls la nuit et le week-end, et payés de façon plus que modique. En guise de remboursement, le nombre de nuits blanches presque gratuites devrait faire le compte.

Partant de ce principe, on pourra aussi demander aux étudiants diplômés des autres facultés (économie, droit...) d'exercer dans des endroits que l'Etat aura choisi pour eux pendant 5 ou 10 ans.

Quant à ceux qui ont payé leurs études en faisant des gardes de nuit dans des maisons de retraite et avec des emplois saisonniers l'été, il faudra bien leur réexpliquer qu'ils ont été entretenus grassement pendant 10 ans.

Certains politiques et institutionnels de tous bords considèrent les médecins comme corvéables à merci. Ils gèlent, voire baissent les cotations de leurs actes pendant 20 ans et s'indignent des dépassements d'honoraires. Ils voudraient les placer maintenant autoritairement là où bon leur semble après avoir créé une pénurie pendant 30 ans, les considérant responsables de l'augmentation des dépenses de santé, etc...

En tant qu'"organismes payeurs", ils estiment que nous leur devons tout.

Il est tant qu'ils comprennent que c'est nous, médecins, et pas eux, bureaucrates, qui soignons les gens. La gestion catastrophique de la grippe A de laquelle nous étions exclus aurait dû servir d'exemple.

Il serait temps que ces politiques comprennent qu'on ne fait pas de médecine sans médecins et que les mesures coercitives, déjà expérimentées sans succès dans un certain nombre de pays voisins ne pourront qu'être contre productives et aggraver les déserts médicaux.